

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68/422

Arrêté portant sur modification de phasage d'exploitation et de défrichement d'une carrière de calcaire, au profit de la société LAFARGE CEMENTS, sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane

Dossier n° 753 bis

N° 1 1 0

Le préfet de la Région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V - titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ; le livre II – titre I et II , parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
Vu le code forestier ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code minier ;
Vu le code du patrimoine et notamment le livre V – titre III, découvertes fortuites ;
Vu le code pénal ;
Vu le code de la route ;
Vu le code rural ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code du travail et notamment la 4ème partie du code du travail relative à la santé et la sécurité au travail ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
Vu le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 relatif à la modification de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la demande, avec pièces à l'appui, adressée le 18 février 2015, par laquelle la société LAFARGE CEMENTS, dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle - 92 148 Clamart, sollicite les modifications du phasage d'exploitation, de défrichement et de réaménagement d'une carrière de calcaire et de marnes, sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 09 juin 2015 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite des « carrières », en sa séance du 9 juillet 2015 ;

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact ;

Considérant que la poursuite de l'activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont compatibles avec les orientations B et C du SDAGE Adour-Garonne ;

Considérant que le demandeur a été informé des propositions de l'inspection des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite des carrières, en sa séance du 9 juillet 2015 ;

Considérant que le demandeur a pris connaissance du projet d'arrêté préfectoral adressé par un courrier du 15 juillet 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête:

Art. 1er- La société LAFARGE CEMENTS, dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle - 92 148 Clamart, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation et de réaménagement d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane prévues dans l'arrêté préfectoral du 16 mai 2003.

Art. 2 - Plan de phasage

Les annexes 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur le phasage sont remplacées par les annexes 2, 3, 4 et 5.

Un recul de l'ordre de 60 mètres par rapport aux limites du périmètre recalé, sur la partie occidentale, est à prendre en compte conformément au plan de l'annexe 7.

L'annexe 1 vient préciser le nouveau plan des parcelles concernées.

Art. 3 - Réaménagement

L'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur les modalités de remise en état est modifié comme suit :

« le front sommital à l'Ouest du site n'existera pas, car l'extraction sera moins élevée que prévu sur les plans de phasage. »

L'annexe 7, concernant la remise en état, est remplacée par l'annexe 6.

Art. 4 - Garanties financières

L'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur les garanties financières est modifié comme suit :

« Le nouveau phasage se décompose en 4 phases de 5 ans. » Le montant est fixé à :

Phases	Période quinquennale	Montant des garanties financières
3	2014-2019	1 930 382 €
4	2019-2024	1 936 759 €
5	2024-2029	2 127 389 €
6	2029-2033	2 127 389 €

Calculé avec l'indice TP01 de mai 2014 : 699,8

Ces montants sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de l'indice TP 01.

Art. 5 - Antériorité

L'activité relevant de la rubrique 2517 (station de transit de produits minéraux solides) bénéficie des droits acquis au regard du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012.

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Classement
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides dont la superficie est supérieure à 30 000 m²	30 700 m²	A

L'installation de transit de produits minéraux visée sous la rubrique 2517 demeure assujettie aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003.

Art. 6 - Notification de fin d'exploitation

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il accomplit les formalités administratives prévues aux articles R512-39-1 à 6 du code de l'environnement.

L'extraction de matériaux prend fin six mois avant la date d'expiration de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant adresse, au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant a minima:

- la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour
 - * l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
 - * Les interdictions ou limitations d'accès au site,
 - * La suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - * La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Art. 7. - Information des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Un avis et une copie du présent arrêté sont affichés, pendant une durée minimale d'un mois, à la mairie de Martres-Tolosane ainsi que les mairies d'Alan, Aurignac, Auzas, Boussens, Lafitte-Toupière, Le Frechet, Mancieux, Marignac-Laspeyres, Mauran et Roquefort-sur-Garonne, pour y être consultés par tout intéressé.

Une copie du présent arrêté d'autorisation est affichée par l'exploitant de manière visible et permanente à l'entrée de son établissement.

Un avis relatif à cette autorisation est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Art. 8. - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Art. 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le maire de la commune de Martres-Tolosane, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAFARGE CEMENTS.

Fait à Toulouse le, **1 7 SEP. 2015**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Thierry Bonnier

ANNEXES :

ANNEXE 1 : PLAN DES PARCELLES CONCERNEES

ANNEXE 2 : PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (I)

ANNEXE 3 : PLAN DE PHASAGE(II)

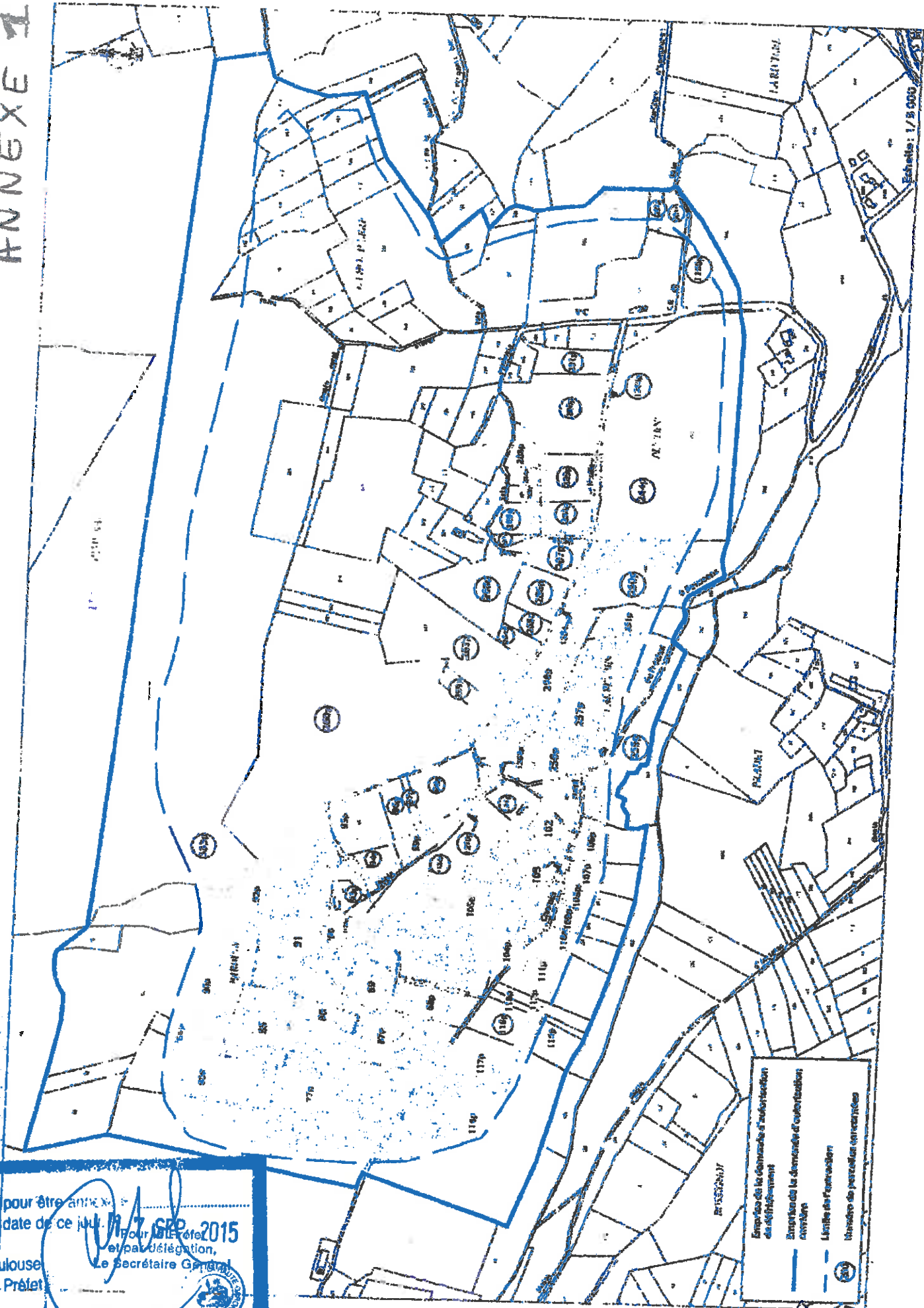
ANNEXE 4 : PLAN DE PHASAGE(III)

ANNEXE 5 : PLAN DE PHASAGE(IV)

ANNEXE 6 : PLAN DE REMISE EN ETAT APRES EXPLOITATION

ANNEXE 7 : PLAN DE CALAGE DE LA TOPOGRAPHIE ET DU CADASTRE

ANNEXE 1



Vu pour être annexé
en date de ce jour, 17 SEP 2015
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Thierry BONNIER

ANNEXE 2

LAFARGE CEMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 3
T10-15ans. Période 2014-2019. Topographie 2019

ECHELLE : 1 / 5 000
Source : Lafarge Ciments



488500

489000

488000

487500

487000

486500

486000

485500

485000

484500

484000

483500

483000

482500

482000

481500

481000

480500

480000

479500

479000

478500

478000

477500

477000

476500

476000

475500

475000

474500

474000

473500

473000

472500

472000

471500

471000

470500

470000

469500

469000

468500

468000

467500

467000

466500

466000

465500

465000

464500

464000

463500

463000

462500

462000

461500

461000

460500

460000

459500

459000

458500

458000

457500

457000

456500

456000

455500

455000

454500

454000

453500

453000

452500

452000

451500

451000

450500

450000

449500

449000

448500

448000

447500

447000

446500

446000

445500

445000

444500

444000

443500

443000

442500

442000

441500

441000

440500

440000

439500

439000

438500

438000

437500

437000

436500

436000

435500

435000

434500

434000

433500

433000

432500

432000

431500

431000

430500

430000

429500

429000

428500

428000

427500

427000

426500

426000

425500

425000

424500

424000

423500

423000

422500

422000

421500

421000

420500

420000

419500

419000

418500

418000

417500

417000

416500

416000

415500

415000

414500

414000

413500

413000

412500

412000

411500

411000

410500

410000

409500

409000

408500

408000

407500

407000

406500

406000

405500

405000

404500

404000

403500

403000

402500

402000

401500

401000

400500

400000

399500

399000

398500

398000

397500

397000

396500

396000

395500

395000

394500

394000

393500

393000

392500

392000

391500

391000

390500

390000

389500

389000

388500

388000

387500

387000

386500

386000

385500

385000

384500

384000

383500

383000

382500

382000

381500

381000

380500

380000

379500

379000

378500

378000

377500

377000

376500

376000

375500

375000

374500

374000

373500

373000

372500

372000

371500

371000

370500

370000

369500

369000

368500

368000

367500

367000

366500

366000

365500

365000

364500

364000

363500

363000

362500

362000

361500

361000

360500

360000

359500

359000

358500

358000

357500

357000

356500

356000

355500

355000

354500

354000

353500

353000

352500

352000

351500

351000

350500

350000

349500

349000

348500

348000

347500

347000

346500

346000

345500

345000

344500

344000

343500

343000

342500

342000

341500

341000

340500

340000

339500

339000

338500

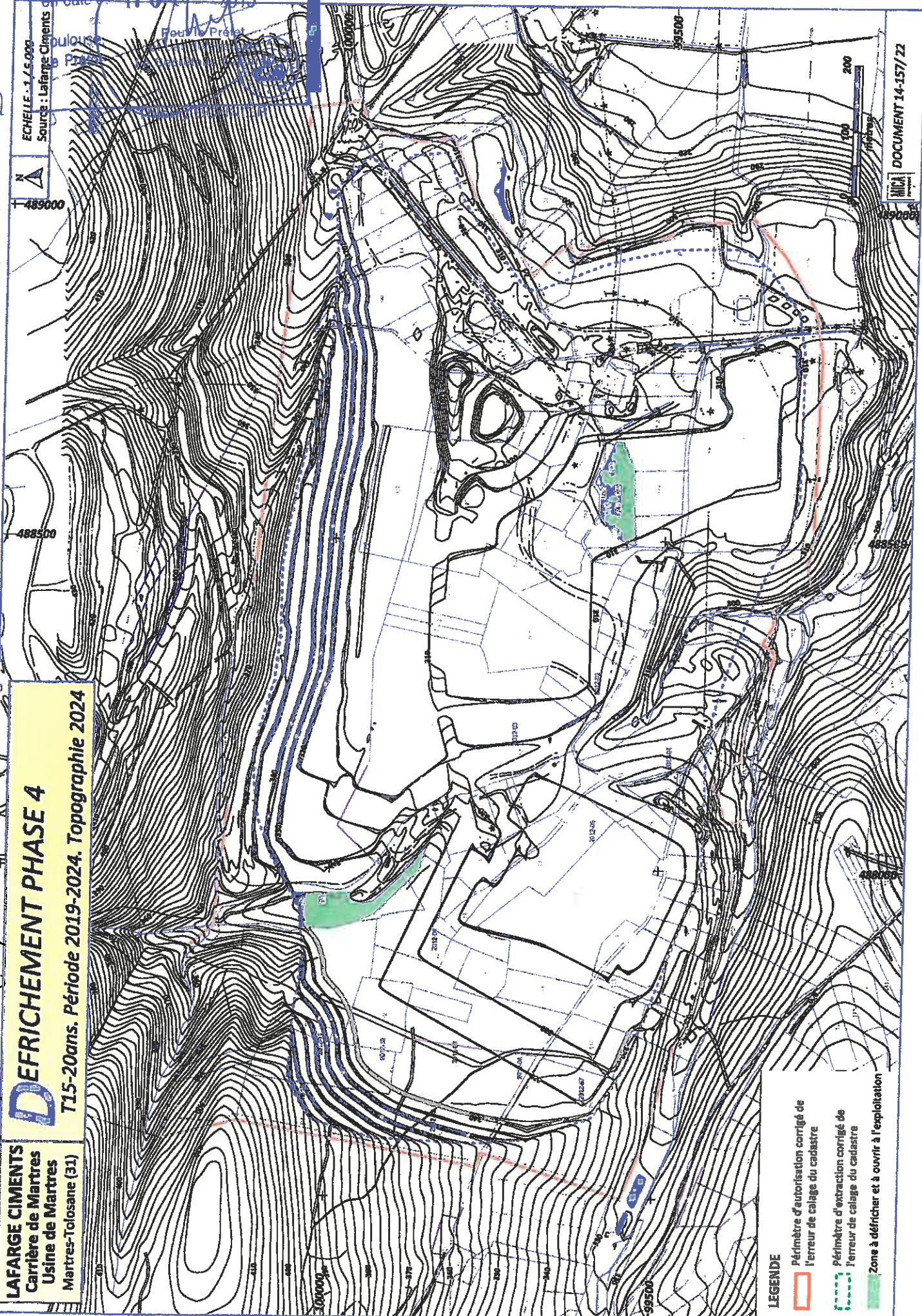
338000

ANNEXE 3

LAFARGE CEMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 4
T15-20ans. Période 2019-2024. Topographie 2024

Vu pour
on date 11/05/2015
Source : Lafarge Ciments
de Martres



- LEGENDE**
- Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
 - Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
 - Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

ANNEXE 4

LAFARGE CEMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 5
T20-25ans. Période 2024-2029. Topographie 2029

ECHELLE : 1 / 5 000
Source : Lafarge Ciments

Vu pour être annexé à
le 14 SEP 2015



- LEGENDE**
- Perimètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
 - Perimètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
 - Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation




LAFARGE CEMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 6
T25-30ans. Période 2029-2033. Topographie 2033

ECHELLE : 1 / 5 000
Source : Lafarge Ciments

Vu pour être annexé à

LEGENDE

-  Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
-  Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
-  Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

ANNEXE 6

Vu pour en date
 Pour le Préfet
 et par délégation
 Le Secrétaire Général



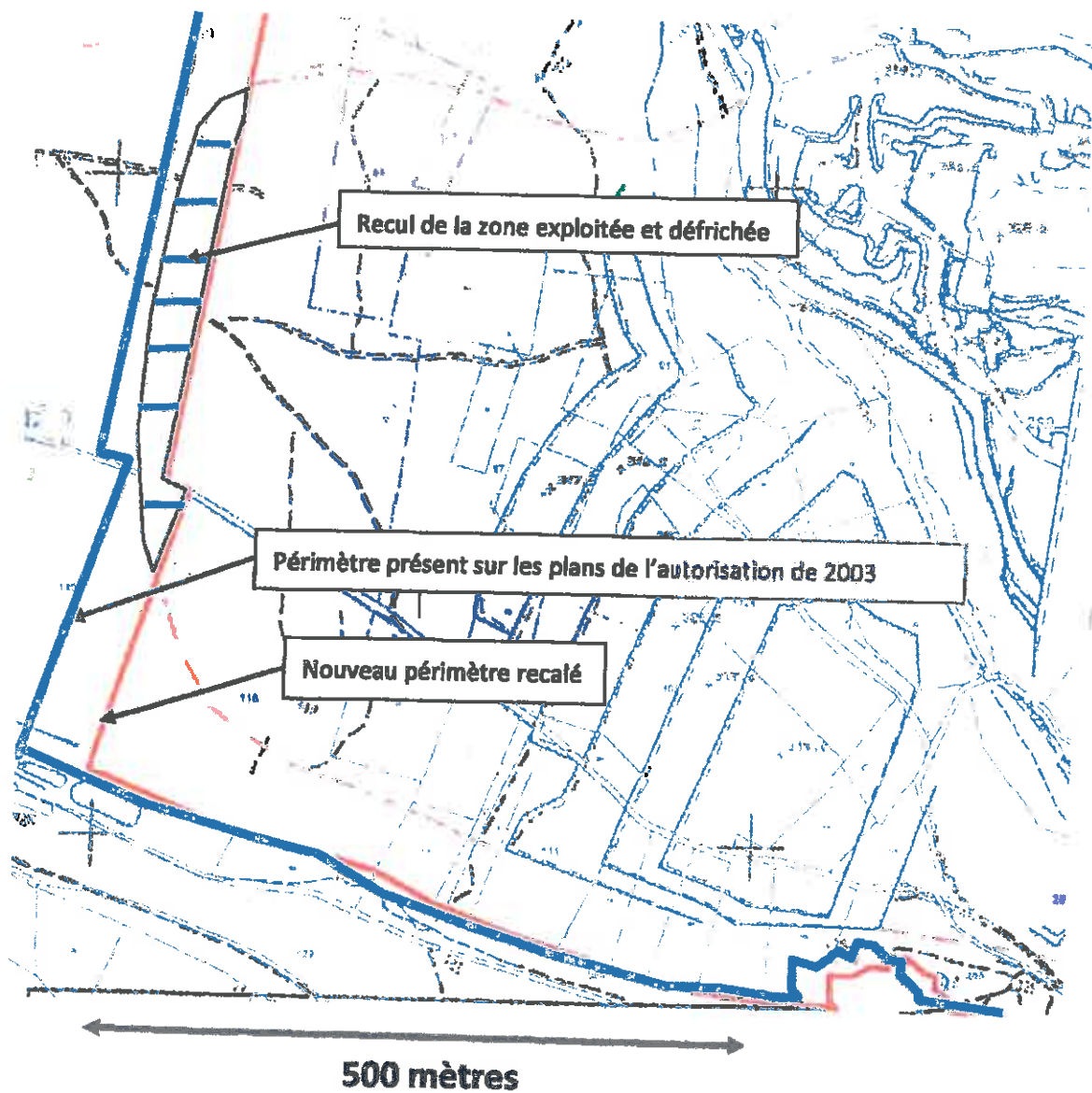
- Empreinte de la demande d'urbanisme
- Limite d'extension
- 1 Période de l'Etat à destination de zones industrielles
 - 2 Front, lorsqu'elle laisse et/ou entraîne
 - 3 Prairie
 - 4 Bâtiments de l'Etat et de l'Armée
 - 5 Mises de l'Etat et de l'Armée
 - 6 Zones industrielles
 - 7 Front industriel et agricole
 - 8 Bâtiments / résidences industrielles
 - 9 Bâtiments et résidences (correspondant à des zones d'habitat et d'habitat) > 50 ans de l'Etat (en résidences)
 - 10 Période industrielle (correspondant à des zones d'habitat et d'habitat)

	Bâtiments permanents		Forêt
	Bâtiments temporaires		Régie
	Industrie		Pelouses, champs
	Industrie		Culture
	Industrie		Coupe forestière

ANNEXE 7

1.5.1 - Calage de la topographie et du cadastre

L'erreur de calage de la topographie et du cadastre concerne la partie occidentale de la carrière.



Vu pour être annexé à
en date de ce jour. 12 SEP. 2015
Pour le préfet,
et par délégation,
Toulouse, Le Secrétaire Général
Le préfet
Thierry BONNIE

